

Compte rendu du déjeuner autour de Herman Van Rompuy

22 janvier 2018

Le 22 janvier les membres du Cercle Europe Economie Sociale ont eu le plaisir de rencontrer Herman Van Rompuy, ancien Président du Conseil, et actuel président du Think Tank EPC. Avec humour et enthousiasme il a évoqué les grands enjeux pour l'Europe et exposé sa vision fondée sur un regain d'espérance quant à l'avenir de l'UE.

Des crises de l'UE à une relative stabilité en 2018

Avant même son arrivée à la Présidence du Conseil, suite à la création du poste avec le traité de Lisbonne de 2009, HVR a vu l'Union européenne traverser de graves crises : de la crise économique de 2007, qui aurait pu faire plonger l'Europe, à la crise des migrants et au Brexit. Fort de ses expériences, HVR considère que la situation européenne actuelle s'est améliorée. La reprise économique, la baisse du chômage ou encore la diminution des déficits budgétaires en sont les meilleurs témoins.

Ce retour à la stabilité se fait également ressentir au niveau politique et géopolitique. Malgré le Brexit, l'UE-27 arrive à parler d'une voix, grâce à Michel Barnier, et grâce à l'engagement politique, plus ou moins fort, des Etats membres à défendre le projet européen.

Cela s'explique notamment par la prise de conscience des Etats du coût de la non-Europe. Si la question de « l'exit » faisait l'objet de débats il y a quelques mois, elle n'est désormais plus aussi proclamée notamment dans les discours de plusieurs populistes. Le Royaume-Uni crée donc un précédent, mais pas un exemple.

D'autant que le Royaume-Uni avait la possibilité de sortir plus « facilement » de l'UE, puisqu'il ne fait ni partie de l'espace Schengen, ni de la zone Euro. Alors que les négociations montrent qu'un départ du marché unique est déjà très complexe, les conséquences néfastes que pourrait avoir une sortie de Schengen et de l'Euro sont inimaginables.

Outre le Brexit, un nouvel élan européen se fait ressentir face aux changements géopolitiques, avec l'hyper puissance de Vladimir Putin à l'Est – l'invasion de l'Ukraine incarne une réalité qui inquiète certains pays européens, et la percée de Donald Trump à l'Ouest, qui inquiète plus qu'il ne rassure. Dès lors, des Etats membres, qui jusqu'à présent pouvaient avoir des positions défavorables à l'Europe, ne tiennent plus le même discours. L'Europe protection semble jouer son effet. D'autre part, le désengagement des Etats-Unis dans la défense internationale, a poussé les Etats à renforcer la défense de l'UE, et à aller plus loin dans l'approfondissement de l'UE.

Enfin, l'arrivée d'Emmanuel Macron sur la scène européenne a changé la donne. Européen assumé, il défend le projet communautaire et souhaite aller de l'avant. Reste à savoir comment il va travailler avec Angela Merkel, et sa coalition, dans les prochains mois.

Le constat est aujourd'hui qu'il est de nouveau possible de parler de l'avenir de l'UE et c'est le sens des documents de discussion initiés par la Commission Juncker en mars 2017. La confiance est de retour

La nécessité d'une nouvelle conscience européenne

Selon HVR, plusieurs enjeux doivent pousser les décideurs et les Etats à développer le projet européen et dessiner de nouvelles lignes pour un avenir commun. En effet, l'UE n'est pas prête pour faire face à de nouvelles crises.

1. La stabilité incertaine de la zone euro

Si à l'heure actuelle la zone euro a gagné en stabilité, quand nombre de personnes prédisaient son effondrement, l'idée d'une nouvelle crise ne doit pas être ignorée. Selon HVR, l'une des solutions pour limiter les impacts d'une nouvelle défaillance du système serait de renforcer la structure sociale et gouvernementale de la zone euro.

2. Des flux migratoires à contrôler

A la fin du siècle la population africaine atteindra plus de 1 milliard d'habitants. En cas de nouvelle crise migratoire, l'Europe n'est pour le moment pas encore prête à accueillir des millions de réfugiés. L'espace Schengen doit être renforcé.

3. La montée des populismes

Si les mouvements populistes de droite et de gauche tendent actuellement à assouplir leurs discours vis-à-vis de l'Europe, la menace d'une nouvelle montée, notamment lors des élections européennes de 2019, ne doit pas être exclue. Pour limiter ce phénomène, HVR recommande de renforcer l'adhésion des citoyens à l'UE par le biais de projets européens capables de les reconcilier avec le projet communautaire. L'heure est aux résultats : il faut une Europe qui protège tout en gardant une société ouverte

4. La difficile reprise économique

La relance est certaine, mais elle doit aller plus loin. L'UE doit davantage inscrire sa politique dans une logique social-économique. L'essentiel n'est pas de réformer les institutions, mais d'avoir une meilleure vue d'ensemble de ce qu'est l'Europe, et des résultats qu'elle doit offrir à ses citoyens : moins de chômage, plus de stabilité, moins de dumping (social, fiscal, économique), moins d'inégalités, moins d'immigration incontrôlée.

Quel avenir pour l'Union européenne ?

Cette question est au cœur des débats, que ce soit avec la Commission, qui a présenté un livre Blanc sur le Futur de l'UE ou au Conseil avec la mise en place d'un agenda des leaders européens. A l'aube des élections européennes, et d'un nouveau dessin politique à Bruxelles, quatre grandes questions doivent être clarifiées afin de donner une nouvelle impulsion au projet européen et contrer la montée des populismes :

- L'UE doit-elle poursuivre la négociation de ses accords de libre-échange ?
- Le Brexit est-il vraiment irréversible ?
- Comment le couple franco-allemand peut-il relancer l'UE ?
- Comment la Commission peut-elle dessiner une Europe plus sociale ?

1. **La poursuite de la négociation des accords de libre-échange** a été l'un des sujets politiques centraux ces dernières années avec les mobilisations contre le CETA, le TiSA ou encore le TTIP. Si les négociations pour ces deux derniers sont en stand-by, les négociations avec d'autres pays comme le Japon, le Vietnam ou le Mexique se poursuivent et devraient se conclure dans les prochains mois. Ces accords sont essentiels pour l'UE, puisqu'ils développent une nouvelle vision du commerce qui est plus juste et libre, et bénéficient avant tout à l'UE.

2. **Le brexit**, est une problématique qui doit être résolue. Alors que les termes de futurs accords de libre-échange sont actuellement négociés, les récentes déclarations politiques provenant de l'UE (Jean-Claude Juncker, Antonio Tajani ...) laissent la porte ouverte à un retour des Britanniques dans l'UE. Le Brexit n'est pas irréversible même s'il est politiquement sensible. De plus les changements démographiques attendus ces prochaines années pourraient changer la donne. En effet, la jeune génération britannique soutient le projet européen alors que les réticences seraient plutôt de l'autre côté de l'échelle générationnelle... Ces hypothèses ne doivent donc pas être exclues.

3. Comment **le nouveau couple franco-allemand formé par Angela Merkel et Emmanuel Macron** va s'entendre pour travailler à la relance de l'UE ? Pilier fondamental de la relance, il est essentiel que Paris et Berlin se saisissent du Momentum actuel pour dessiner l'Europe de demain. Pour HVR, la convergence des deux visions de l'Europe de l'Allemagne (basée sur la responsabilité) et de la France (qui appelle à davantage de solidarité) est essentielle.

4. Enfin, le dernier élément de réponse concerne **le futur de l'Europe sociale**. Profondément économique depuis ses débuts, l'ingrédient social doit impérativement être introduit dans le projet européen, afin de reconcilier les citoyens avec l'UE. La Commission doit donc autant soutenir les politiques sociales que les investissements sociaux.

Au niveau des investissements sociaux, deux projets doivent être redessinés par l'Union : Comment intégrer les migrants ? Et comment définir une identité européenne ? Si ces deux questions ne sont pas résolues rapidement, l'UE laissera une porte ouverte aux populistes, qui appuient leurs argumentaires eurosceptiques sur ces problématiques. HVR appelle donc les Institutions à définir des projets clairs et ambitieux sur ces deux questions.

Sur la définition de politiques sociales, HVR considère qu'il est en partie du ressort de l'Union de travailler à rééquilibrer certaines injustices sociales. Si ce sont aux Etats de définir leurs politiques de protection, il est du ressort de l'UE de proposer des politiques rétablissant un équilibre entre plus riches et plus pauvres. Certains Etats européens sont en effet marqué par une augmentation des inégalités, c'est donc une solution commune de solidarité / cohésion sociale qui doit être trouvée.

En matière sociale, le besoin n'est pas « plus d'Europe », mais « plus de pragmatisme » pour dessiner une nouvelle idéologie sociale préservant les générations de demain.

En conclusion de ces échanges, HVR appelle en priorité le couple franco-allemand à travailler rapidement à la relance de l'Europe, qu'il s'agisse d'une réforme des Institutions (zone euro) et des politiques (sociales en particulier). L'UE traverse depuis mi-2017 une période propice aux réformes, il est donc essentiel que les deux Etats, suivis des autres, se mobilisent pour faire évoluer le projet, avant l'arrivée de nouvelle crise.
